



## Contrat de concession

**Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN)**

Établissement public administratif

Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions – 1 rue Françoise Sagan – CS 60186 – 44802 Saint-Herblain Cedex

<http://www.nantesstnazaire.cci.fr>

SIRET 130 008 105 00186 – TVA n° FR34 130 008 105

## Marché pour la fourniture et l'installation de distributeurs automatiques

**n° marché : 2025GCPN4061**

## SOMMAIRE

Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire (CCINSN) .....	1
<b>LISTE DES ABREVIATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>PREAMBULE - DEFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 2 – OBJET ET NATURE DU CONTRAT .....</b>	<b>5</b>
2.1 Objet du contrat.....	5
2.2 Prestations .....	5
2.3 Lieux d'exécution.....	6
2.4 Exclusivité .....	6
2.5 Allotissement.....	6
<b>ARTICLE 3 – DURÉE DU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 4 – MONTANT DU CONTRAT .....</b>	<b>6</b>
4.1 Forme et modalités de financement.....	6
4.2 Tarification des produits .....	6
4.3 Redevance .....	6
4.4 Valeur estimée de la concession .....	6
4.5 Modalités de paiement .....	7
4.6 Comptabilité et contrôle.....	7
<b>ARTICLE 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 6 – MODIFICATION DU CONTRAT .....</b>	<b>8</b>
6.1 Principe .....	8
6.2 Clause de réexamen .....	8
6.3 Modification du périmètre .....	8
<b>ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE.....</b>	<b>8</b>
7.1 Obligation de résultat .....	8
7.2 Organisation du service.....	8
7.3 Hygiène et sécurité.....	8
7.4 Confidentialité .....	8
7.5 Accès aux établissements .....	8
7.6 Sous-traitance .....	8
<b>ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS – GARANTIES – ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>
8.1 Responsabilité.....	9
8.2 Assurances .....	9
<b>ARTICLE 9 – EXÉCUTION DE LA CONCESSION .....</b>	<b>9</b>
9.1 Points de vente .....	9
9.2 Installation et mise en service.....	9

9.3 Approvisionnement.....	9
9.4 Maintenance et dépannage .....	9
9.5 Retrait des machines.....	9
9.6 Délai de retrait.....	10
9.7 – Remise en état .....	10
9.8 – Abandon d'équipement.....	10
<b>ARTICLE 10 – SUIVI D'EXÉCUTION.....</b>	<b>10</b>
10.1 Pilotage .....	10
10.2 Reporting.....	10
10.3 Pénalités .....	10
<b>ARTICLE 11 - DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du code du travail) .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 - CLAUSE ANTI-CORRUPTION .....</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 14 - DIFFERENDS ET LITIGES .....</b>	<b>14</b>
14.1 Instance chargée des procédures de recours.....	14
14.2 Organe chargée des procédures de médiations .....	14
14.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours .....	15
<b>ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FCS .....</b>	<b>15</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS

AAPC	: Avis d'Appel Public à la Concurrence
BOAMP	: Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives Générales
CCP	: Code de la Commande Publique
CCAP	: Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTP	: Cahier des Clauses Techniques Particulières
DU	: Document Unique
DCE	: Dossier de Consultation des Entreprises
EA	: Entité adjudicatrice
JAL	: Journal Annonces Légales
JOUE	: Journal Officiel de l'Union Européenne
PA	: Pouvoir adjudicateur
RC	: Règlement de la consultation

## PREAMBULE - DEFINITIONS

### **Coordonnateur :**

Le membre du groupement désigné pour procéder, dans le respect des articles L.2113-6 et L.2113-7 du CCP, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un cocontractant, à la notification des marchés, à la reconduction des marchés ou à leur résiliation éventuelle dans les conditions du CCAP. Le Coordonnateur est la CCINSN.

### **Membres du Groupement :**

Les entités partenaires sont adhérentes au groupement de commandes. Chaque membre procède à l'exécution du marché : émission des commandes, gestion des livraisons et prestations, paiement des factures, différends et litiges. Ce sont les entités mentionnées à l'article 1 du règlement de la consultation.

### **Pouvoir Adjudicateur :**

Désigne la CCINSN, coordonnateur du groupement de commandes, qui est la personne morale de droit public qui conclut le marché avec le titulaire.

## ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DES PARTIES CONTRACTANTES

Entre :

La Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes Saint-Nazaire, établissement public administratif,  
Représentée par Yann Trichard, agissant en son nom propre et pour le compte du Groupement  
Interprofessionnel pour l'Apprentissage et la Formation Continue (GIPAFOC), dont le siège social est situé 3  
Bd du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes  
ci-après dénommée « l'Autorité Concédante »,

Et

[Nom du Concessionnaire], société [forme juridique], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés  
sous le numéro [numéro], dont le siège social est situé [adresse], représentée par [Nom, fonction],  
ci-après dénommée « le Concessionnaire »,

## ARTICLE 2 – OBJET ET NATURE DU CONTRAT

### 2.1 Objet du contrat

La présente concession a pour objet la gestion, l'installation, l'exploitation commerciale, la maintenance, du  
réapprovisionnement et du nettoyage des distributeurs automatiques de boissons et de denrées  
alimentaires installés dans les locaux de l'Autorité Concédante, incluant les sites de la CCI Nantes Saint-  
Nazaire et de l'IA GIPAFOC. **CF Annexe**

### 2.2 Prestations

Le Concessionnaire est chargé de :

Installer les distributeurs automatiques, en conformité avec les normes techniques et sanitaires en vigueur ;

Assurer l'approvisionnement régulier des distributeurs en produits conformes aux exigences de qualité,  
sécurité et traçabilité ;

Effectuer la maintenance préventive et corrective des équipements, garantissant ainsi leur disponibilité et  
leur bon fonctionnement ;

Assurer le nettoyage et l'entretien des distributeurs et des espaces attenants ;

Assurer la collecte des déchets inhérents aux distributeurs ;

Gérer la collecte des paiements et les opérations comptables associées.

Gérer la fin de concession par le retrait des distributeurs automatiques.

## **2.3 Lieux d'exécution**

La concession porte sur l'ensemble des locaux de la CCI Nantes Saint-Nazaire et de l'IA GIPAFOC, dont la liste détaillée est jointe en annexe 4.

## **2.4 Exclusivité**

Le Concessionnaire bénéficie de l'exclusivité d'exploitation des distributeurs automatiques pour les boissons et denrées alimentaires dans les locaux mentionnés.

## **2.5 Allotissement**

La concession est attribuée en lot global et indivisible, sans possibilité de sous-lot.

# **ARTICLE 3 – DURÉE DU CONTRAT**

Le présent contrat est conclu pour une durée ferme de quatre ans à compter de la date de notification de la décision d'attribution, soit à compter du 27 Novembre 2025

La concession ne prévoit pas de tacite reconduction.

# **ARTICLE 4 – MONTANT DU CONTRAT**

## **4.1 Forme et modalités de financement**

Le Concessionnaire exploite la concession à ses risques et périls. Il finance intégralement les investissements, l'exploitation et l'entretien du service.

## **4.2 Tarification des produits**

Le Concessionnaire détermine librement les prix de vente des produits, en respectant les règles de loyauté commerciale et les recommandations éventuelles de l'Autorité Concédante.

## **4.3 Redevance**

En contrepartie de l'exploitation, le Concessionnaire versera une redevance calculée à [X]% du chiffre d'affaires HT réalisé sur les distributeurs automatiques.

Le montant de la redevance due pour chaque exercice est déterminé comme suit :

Redevance annuelle = [taux fixe en % à définir] × Chiffre d'affaires HT annuel réalisé. Le chiffre d'affaires pris en compte inclut l'ensemble des ventes générées par les distributeurs automatiques, toutes catégories de produits confondues.

## **4.4 Valeur estimée de la concession**

Conformément à l'article R. 3135-1 du Code de la commande publique, la valeur estimée de la présente concession est fixée à un montant maximum de 603 330 € HT, correspondant aux recettes d'exploitation que le concessionnaire est susceptible de percevoir sur l'ensemble de la durée du contrat (4 ans).

Cette estimation repose sur une hypothèse de chiffre d'affaires annuel initial de 130 000 € HT (à titre indicatif et non contractuel.)

Le montant total de la redevance susceptible d'être reversée aux entités parties prenantes du contrat de concession est fixé à un plafond de 250 000 € HT sur les 4 ans du contrat, sur la base d'un taux de redevance pouvant atteindre jusqu'à 40 % du chiffre d'affaires. (À titre indicatif et non contractuel.)

Cette estimation est indicative et ne préjuge pas du chiffre d'affaires réel ni du taux de redevance proposé par le concessionnaire dans son offre.

#### **4.5 Modalités de paiement**

Les paiements s'effectueront par virement bancaire dans un délai de trente jours à compter de la réception de la facture émise la CCI Nantes Saint-Nazaire et l'la au vue du relevé de consommations du titulaire. Le mois de paiement de la facture est établi en février.

#### **4.6 Comptabilité et contrôle**

Le Concessionnaire tiendra une comptabilité analytique spécifique à la concession et fournira chaque trimestre un rapport détaillé d'activité.

L'Autorité Concédante se réserve le droit de faire procéder à tout moment à un contrôle des comptes relatifs à la concession, dans le respect des règles de confidentialité.

### **ARTICLE 5 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles, qui font partie intégrante du présent contrat, comprennent :

Le présent contrat ;

Le CCAG FCS du 30 mars 2021 ;

Le CCTP ;

L'annexe 1 : Le taux de redevance fixé ;

L'annexe 2 : Liste des produits proposés ;

L'annexe 3 : planning d'approvisionnement ;

L'annexe 4 : Sites concernés ;

L'annexe 5: BPU ;

L'annexe 6: La fréquence de maintenance ;

## **ARTICLE 6 – MODIFICATION DU CONTRAT**

### **6.1 Principe**

Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les deux parties.

### **6.2 Clause de réexamen**

En cas d'évolution substantielle des conditions économiques, réglementaires ou techniques, les parties pourront réexaminer et ajuster, par avenant, les conditions financières et opérationnelles du contrat.

### **6.3 Modification du périmètre**

L'ajout ou retrait de sites fera l'objet d'un avenant précisant les nouvelles modalités d'exploitation et d'éventuelles conséquences financières.

## **ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DU CONCESSIONNAIRE**

### **7.1 Obligation de résultat**

Le Concessionnaire est tenu à une obligation de résultat quant à la disponibilité, la qualité des produits, l'entretien et la propreté des distributeurs.

### **7.2 Organisation du service**

Le Concessionnaire garantit la continuité du service, avec un approvisionnement régulier et des interventions rapides en cas de panne.

### **7.3 Hygiène et sécurité**

Le Concessionnaire s'engage à respecter strictement les normes d'hygiène, de sécurité alimentaire et les réglementations applicables, notamment en matière de traçabilité.

### **7.4 Confidentialité**

Le Concessionnaire s'engage à préserver la confidentialité des informations échangées dans le cadre de la concession.

### **7.5 Accès aux établissements**

L'Autorité Concédante garantit au Concessionnaire un accès sécurisé aux locaux pour l'exécution des prestations, dans le respect des règles de sécurité et d'ordre intérieur.

### **7.6 Sous-traitance**

Toute sous-traitance devra être soumise à l'accord préalable écrit de l'Autorité Concédante.



## **ARTICLE 8 – RESPONSABILITÉS – GARANTIES – ASSURANCES**

### **8.1 Responsabilité**

Le Concessionnaire assume la responsabilité de plein droit des dommages causés aux tiers, aux usagers et aux biens dans le cadre de l'exploitation.

### **8.2 Assurances**

Le Concessionnaire devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du contrat, des assurances couvrant notamment :

La responsabilité civile professionnelle ;

Les risques liés à l'exploitation des distributeurs ;

Les dommages matériels et immatériels causés à l'Autorité Concédante ou à des tiers.

Les attestations d'assurance devront être fournies à la signature du contrat et renouvelées annuellement.

## **ARTICLE 9 – EXÉCUTION DE LA CONCESSION**

### **9.1 Points de vente**

La localisation des distributeurs, leurs caractéristiques techniques, ainsi que les modalités d'installation sont définies en annexe 4 et dans le CCTP.

### **9.2 Installation et mise en service**

Le Concessionnaire réalisera l'installation des équipements conformément aux normes, et procédera à la mise en service dans les délais impartis.

### **9.3 Approvisionnement**

Le Concessionnaire assurera un réapprovisionnement régulier, au minimum [fréquence], garantissant la disponibilité permanente des produits précisé en annexe 3.

### **9.4 Maintenance et dépannage**

Le Concessionnaire assurera la maintenance préventive et curative, avec un délai d'intervention maximal précisé en annexe 6.

### **9.5 Retrait des machines**

À l'issue du contrat, quelle qu'en soit la cause (expiration, résiliation anticipée, non-renouvellement), le titulaire s'engage à procéder, à ses frais exclusifs, au retrait complet des distributeurs automatiques installés sur les différents sites des entités.

## **9.6 Délai de retrait**

Le retrait devra être effectué dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la date de fin de contrat. Passé ce délai, l'acheteur se réserve le droit de faire procéder au retrait aux frais, risques et périls du titulaire, sans préjudice d'éventuelles pénalités ou actions en réparation.

En cas de non-respect du délai de retrait prévu, le titulaire sera redevable de pénalités journalières fixées à : 50 € HT par jour calendaire de retard et par équipement non retiré, à compter du lendemain de l'échéance contractuelle.

Ces pénalités seront automatiquement déduites de toute somme due au titulaire ou feront l'objet d'une facturation spécifique par les entités. Elles ne préjugent pas du droit de l'acheteur de faire procéder au retrait aux frais du titulaire, ni de toute action en réparation du préjudice subi.

## **9.7 – Remise en état**

Le titulaire devra remettre en état les emplacements occupés par les équipements, notamment en assurant le nettoyage et la remise en conformité des surfaces ou installations affectées par la présence des machines.

## **9.8 – Abandon d'équipement**

Tout équipement non retiré dans les délais sera considéré comme abandonné, sans que cela n'engage la responsabilité de l'acheteur quant à sa conservation, sa détérioration ou sa destruction.

# **ARTICLE 10 – SUIVI D'EXÉCUTION**

## **10.1 Pilotage**

Des réunions trimestrielles de suivi seront organisées entre les parties afin d'évaluer la qualité du service, le respect des engagements et d'échanger sur les éventuelles améliorations.

## **10.2 Reporting**

Le Concessionnaire fournira un rapport d'activité trimestriel détaillant les chiffres de vente, les interventions techniques, et toute autre information utile.

## **10.3 Pénalités**

En cas de manquement grave ou réitéré aux obligations, des pénalités pourront être appliquées, conformément au barème annexé.

# **ARTICLE 11 - DISPOSITIF DE VIGILANCE (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

Pour cela, le titulaire, pour toute correspondance sur ce site, indique une adresse mail :

@
---

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi la CCI Nantes St Nazaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

## ARTICLE 12 - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

### Propos préliminaires

**Le Titulaire a conclu avec la CCI (« CCI ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et la CCI peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.**

**A ce titre, le Titulaire et la CCI sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.**

**En particulier, le Titulaire s'engage à :**

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;**
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;**
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;**
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.**

### Définitions

CCI des Pays de la Loire : ensemble des CCI de la Région des Pays de la Loire (CCI territoriales et CCI de région).

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par la CCI et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par la CCI, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec la CCI.

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

## I. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par la CCI d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

Ces données sont intégrées dans les fichiers des CCI des Pays de la Loire et sont destinées aux services opérationnels.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. La CCI est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la plateforme appel d'offre de la CCI, en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec le DPO de la CCI. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter le DPO à l'adresse postale suivante : CCI Nantes St-Nazaire - DPO – Maison de l'Entrepreneuriat et des Transitions - 1 rue Françoise Sagan – 44800 Saint-Herblain en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté la CCI, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr).

Les dispositions législatives concernant la communication de certaines données personnelles à des tiers dans le cadre de l'exercice des missions de service public de la CCI, ainsi que la politique de protection des données personnelles de la CCI sont détaillées dans sa charte.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

## ARTICLE 13 - CLAUSE ANTI-CORRUPTION

La CCI Nantes Saint-Nazaire est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de La CCI Nantes Saint-Nazaire. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement La CCI Nantes Saint-Nazaire de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

## **ARTICLE 14 - DIFFERENDS ET LITIGES**

Le droit applicable est le droit français.

### **14.1 Instance chargée des procédures de recours**

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée Ile Gloriette BP 24111– 44 041 Nantes Cedex 1 – Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr) est seul compétent, nonobstant l'intervention du Bâtonnier de l'Ordre des avocats auquel est inscrit le cabinet, en application de la Loi n° 71-30 du 31/12/1971 modifiée et du Décret n° 2005-790 du 12/07/2005.

### **14.2 Organe chargée des procédures de médiations**

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (6 Quai Ceineray – BP 33515 – 44035 Nantes Cedex 1 – Courriel : nathalie.gluck@pays-de-la-loire.pref.gouv.fr - Tél : 02 40 08 64 46 – Fax : 02 40 47 90 68) est seul compétent.

### **14.3 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours**

En cas de litige qui pourrait survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée Ile Gloriette BP 24111– 44 041 Nantes Cedex 1 – Tél : 02 40 99 46 00 – Fax : 02 40 99 46 58 – Courriel : greffe.ta.nantes@juradm.fr) est seul compétent.

#### **ARTICLE 23 JURIDICTIONS COMPÉTENTES**

En cas de litiges dans l'exécution du présent marché, si l'affaire devait être portée devant le tribunal, il est fait attribution de juridiction au tribunal administratif de Nantes.

### **ARTICLE 15 - DEROGATIONS AU CCAG FCS**

Application des dispositions du C.C.A.G-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Articles contrat de concession	Articles CCAG FCS
10.3	14.1.1
12	5.2

fait en un seul original

à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

*(signature électronique et cachet de l'entreprise)*

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

**Yann TRICHARD**

Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes St-Nazaire  
Et pour le compte des entités partenaires  
Coordinateur du groupement de commande